

*Questions orales*

**M. Lewis:** L'aptitude du ministre à convaincre les gens parle d'elle-même. Les agriculteurs canadiens ne demandent rien de gratuit. Ils ne veulent pas de subventions. Ils ne demandent pas que l'on dépense de l'argent à leur profit. Ce qu'ils veulent, c'est un financement par l'intermédiaire du Crédit agricole qu'ils rembourseront, mais ils veulent des taux raisonnables et, actuellement, ils ne peuvent pas savoir si c'est possible. Ils voudraient savoir à quoi s'en tenir.

## LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ

**M. Doug Lewis (Simcoe-Nord):** Madame le Président, quand le ministre persuadera-t-il le ministre des Finances d'enlever à la Société du crédit agricole son rôle de prêteur de dernier recours en lui permettant de prêter de l'argent aux agriculteurs canadiens?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, nous remplissons nos responsabilités en vertu de la loi qui gouverne la Société du crédit agricole. Le député devrait la lire. On y dit par exemple qu'elle ne doit être qu'un prêteur de dernier recours. Nous prêtons aux jeunes agriculteurs, à ceux qui débutent et à ceux qui sont dans le besoin. Le député prétend que nous n'avons pas reçu de fonds plus généreux. Nous avons promis que nous ne consacrerions que 200 millions de dollars de plus. Cette année, nous verserons presque 300 millions à la caisse de la Société.

## ON DEMANDE DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

**M. Charles Mayer (Portage-Marquette):** Madame le Président, c'est au ministre de l'Agriculture que je pose ma question supplémentaire. Il a parlé de créer une nouvelle société de la Couronne. Nous n'avons que faire d'une nouvelle société de la Couronne. Il suffit que le ministre prête son appui à la Société du crédit agricole qui existe déjà et qui fait de l'excellent travail.

Le 12 septembre dernier, j'ai posé au ministre une question. Je lui ai demandé s'il avait jugé opportun de communiquer avec le ministre des Finances pour lui demander des crédits supplémentaires au nom de la Société du crédit agricole. Je lui pose aujourd'hui la même question. A-t-il communiqué avec le ministre des Finances et fait en sorte que la Société du crédit agricole dispose des crédits supplémentaires nécessaires pour satisfaire aujourd'hui les besoins des agriculteurs?

• (1420)

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, ce député qui se dit le champion de la grande entreprise libre me demande de donner de l'ampleur à une société de la Couronne. La semaine dernière, j'ai entendu les différents membres de son parti dénigrer à tour de rôle les sociétés de la Couronne les unes après les autres; or, aujourd'hui, ils semblent avoir changé d'idée. Ils veulent que cette société de la Couronne prenne de l'ampleur et devienne la plus considérable société de prêt du Canada. Si nous devons accaparer toutes les charges des prêts consentis aux agriculteurs par les sociétés privées de notre pays, nous deviendrions sans conteste la plus considérable société de prêt du Canada. En réponse au député, je dirai que j'ai effectivement adressé des instances au ministre des Finances à propos des besoins de nos agriculteurs.

## L'AGRO-OBLIGATION

**M. Charles Mayer (Portage-Marquette):** Madame le Président, jamais nous n'avons eu un aussi grand parleur et un aussi petit faiseur que le ministre de l'Agriculture . . .

**Des voix:** Bravo!

**Mme le Président:** A l'ordre. Ce genre de commentaire passerait toujours dans un débat, mais nous sommes à la période des questions, et il devrait aller droit au but.

**M. Mayer:** Après la visite de politesse que le ministre a rendue au ministre des Finances, pouvons-nous espérer que la société du crédit agricole adopte des mesures innovatrices de financement, comme l'agro-obligation notamment?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, le député vient de me traiter de hâbleur. Le Règlement m'empêche de dire quel genre de personne il est.

**Des voix:** Bravo!

**M. Whelan:** Si jamais il devenait ministre de l'Agriculture, et le pays tout entier devrait s'en garder, je doute qu'on dise jamais à son sujet autant de paroles élogieuses qu'on a dit à propos du ministre actuel de l'Agriculture.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Whelan:** On peut être certain que ce n'est pas lui qui a inventé l'agro-obligation. C'est une idée à laquelle pensaient depuis longtemps bon nombre de chefs de file dans le domaine agricole.